



Les dépenses de Bâtiment et de Travaux Publics des collectivités territoriales

SOMMAIRE

01 La commande publique locale pour le BTP en 2025

53,4 milliards d'euros de dépenses BTP pour les collectivités territoriales en 2025, soit une hausse de 3% par rapport à l'année précédente. [p. 3](#)

Une majorité de régions pour lesquelles les dépenses progressent en 2025 dans le Bâtiment comme dans les Travaux Publics, deux régions affichent une baisse sur ces deux segments. [p. 4](#)

En hausse, les dépenses par habitant atteignent 776€ en 2025. Elles dépassent en outre leur moyenne de longue période pour toutes les régions. [p. 5](#)

02 Les prévisions budgétaires pour 2026

Des prévisions en baisse de 8% de la part des collectivités territoriales pour un montant de 77,6 milliards d'euros en 2026. [p. 6](#)

Des replis nets pour les prévisions dans l'ensemble des régions, seuls les Pays de la Loire affichent une tendance moins marquée. [p. 7](#)

Méthodologie

Cette plaquette a été réalisée sur la base des travaux du Réseau des CERC effectués à partir des données comptables transmises par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) du Ministère de l'économie et des finances. Les dépenses BTP 2025 des collectivités territoriales sont évaluées à partir des données d'exécution budgétaire 2025 centralisées au 31 mai 2026 par la DGFIP. Les dépenses prévisionnelles BTP 2026 sont évaluées à partir des budgets prévisionnels des collectivités territoriales centralisés au 31 mai 2026 par la DGFIP. Les EPIC, tels que la Société du Grand Paris, ne sont pas compris.

Les champs couverts par l'étude sont les suivants :

- au niveau géographique : France entière (France métropolitaine + DROM)
- au niveau sectoriel : Bâtiment et Travaux Publics
- au niveau du type de collectivités : conseils régionaux, conseils départementaux, communes, EPCI, syndicats.
- au niveau comptable : ensemble des lignes budgétaires (budget principal et budget annexe) relatives aux dépenses d'équipement et d'entretien de bâtiment et travaux publics
- au niveau du type de dépenses : dépenses en maîtrise d'ouvrage directe

BILAN 2025

53,4 milliards d'euros de dépenses BTP pour les collectivités territoriales en 2025, soit une hausse de 3% par rapport à l'année précédente.

Une nouvelle hausse des dépenses BTP pour atteindre 53,4 milliards d'euros en 2025

Les dépenses BTP des collectivités territoriales affichent une hausse de 3% pour atteindre un nouveau point haut, 53,4 milliards d'euros. 2025 représente la dernière année du cycle municipal, cycle au cours duquel les dépenses auront progressé d'année en année. Toutefois, ce constat doit être mis en parallèle avec une inflation beaucoup plus marquée au cours de cette période, une hausse des dépenses ne garantissant pas une augmentation du volume des travaux dans un tel contexte. La moyenne de longue période, de 2008 à 2025, s'établit à 43,4 milliards d'euros.

Investissements de la Société des Grand Projets

Aux 53,4 milliards d'euros de dépenses BTP réalisées en 2025 par les collectivités territoriales en France, s'ajoutent celles liées au Grand Paris. Elles sont portées par des opérateurs tels que la Société des Grands Projets, établissement public à caractère industriel et commercial, dont les dépenses sont estimées à 4,9 milliards d'euros en 2025.

Les communes représentent 42,4% des investissements BTP en 2025

En 2025, les dépenses BTP se révèlent relativement stables pour les régions (+0,8%) et les syndicats (-1,4%). Elles reculent nettement pour les départements à -12,4%. Pour les autres maîtres d'ouvrage, les hausses se situent à respectivement +8,1% (groupements à fiscalité propre) et +7,0% (communes).

La part des dépenses réalisées par les communes augmente encore à 42,4%. Les groupements à fiscalité propre représentent plus du quart (27%). Le reste des investissements se répartit entre les départements (12,6%), les syndicats (12,6%) et les régions (5,3%).

Des hausses d'investissement continues pour le Bâtiment comme pour les Travaux Publics

À l'instar de la dynamique pour l'ensemble du BTP, les dépenses des collectivités territoriales augmentent en valeur d'année en année depuis le début du cycle municipal en 2020 pour le segment du Bâtiment comme pour celui des Travaux Publics.

En 2025, les dépenses s'affichent à 27,4 milliards d'euros pour les Travaux Publics, soit 51,2% du total, en hausse de 2,2% par rapport à 2024.

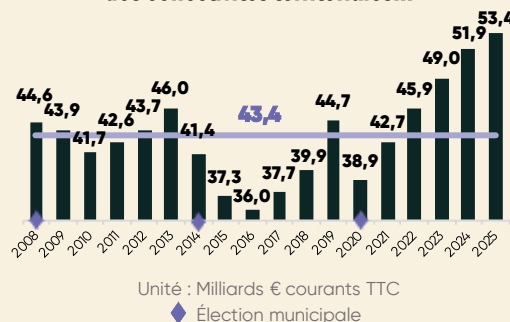
Les dépenses pour le Bâtiment affichent une hausse un peu plus marquée à +3,8%. Le montant demeure cependant légèrement inférieur : 26 milliards d'euros en 2025, soit 48,8% du total BTP.

Traitements : Réseau des CERC/GIE Réseau des CERC | Source : DGFIP

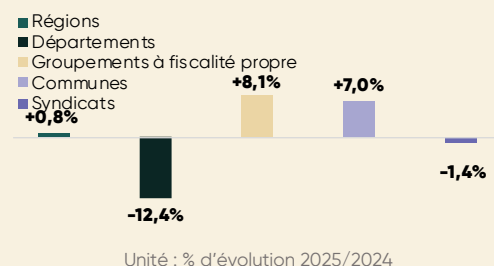
+3,0%

évolution 2025/2024
des dépenses BTP des
collectivités territoriales
en France

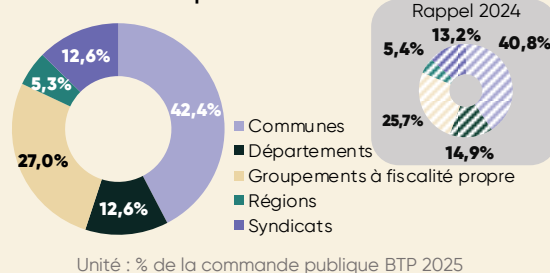
Évolution des dépenses BTP des collectivités territoriales...



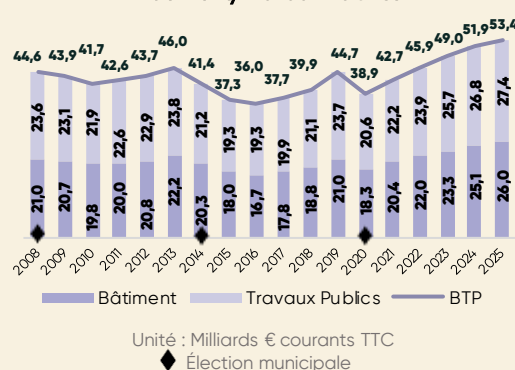
Plus spécifiquement en 2025 :



Répartition en 2025 :



...Bâtiment/Travaux Publics :



BILAN 2025

Une majorité de régions pour lesquelles les dépenses progressent en 2025 dans le Bâtiment comme dans les Travaux Publics, deux régions affichent une baisse sur ces deux segments.

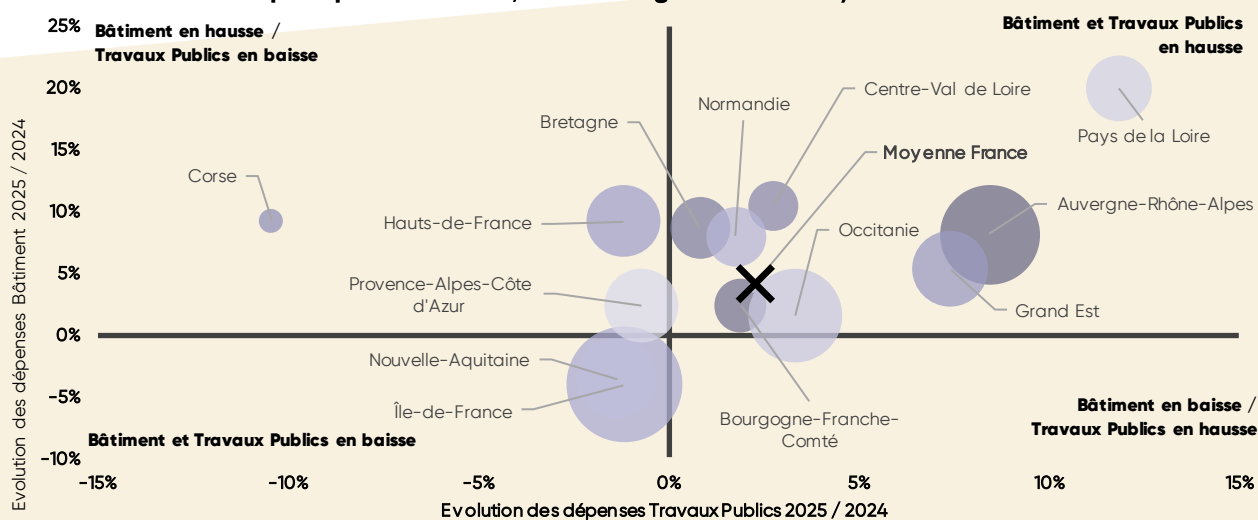
Des dynamiques différenciées pour une tendance nationale de hausse des investissements des collectivités territoriales pour le Bâtiment comme pour les travaux Publics

Des comportements divergents émergent à l'échelle régionale. La moyenne France témoigne d'une hausse des dépenses en 2025 pour le Bâtiment (+3,8%) et pour les Travaux Publics (+2,2%). La majorité des régions, à savoir huit sur treize, affichent également une hausse sur ces deux

segments. En particulier dans les Pays de la Loire, les dépenses Bâtiment augmentent de 20% et Travaux Publics de 11,2%, faisant de cette région celle affichant les plus fortes hausses sur chacun des deux domaines. À rebours, la hausse pour le Bâtiment s'accompagne d'une baisse pour

les Travaux Publics en Corse, Hauts-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour compléter, les régions Île-de-France et Nouvelle-Aquitaine connaissent une baisse des investissements pour le Bâtiment comme pour les Travaux Publics.

Plus spécifiquement en 2025, évolutions régionales Bâtiment/Travaux Publics



Traitements : Réseau des CERC/GIE Réseau des CERC | Source : DGFIP

Retrouvez les analyses régionales auprès des CERC - Coordonnées en page 8

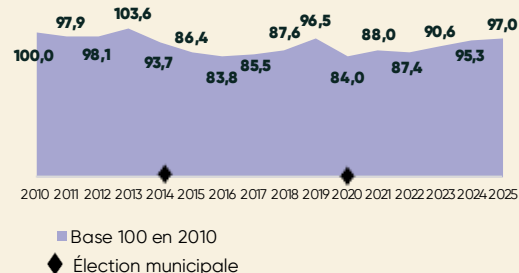
En volume, les dépenses d'investissement BTP progressent de 1,8% en 2025

En excluant l'effet prix, la hausse des dépenses BTP des collectivités territoriales demeure assez régulière entre 2020 et 2025. La progression s'est établie à +1,8% pour 2025.

En termes de méthodologie, le déflateur utilisé est la moyenne des index BT 01 (Bâtiment) et TP 01 (Travaux Publics), de janvier à décembre, pondérée selon le poids relatif de chaque segment dans les dépenses 2025. La base a été fixée à 100 pour 2010. À la lecture, les valeurs n'ont pas de sens intrinsèque mais doivent être interprétées uniquement en évolution ou comparaison.

Évolution des dépenses BTP des collectivités territoriales en volume

Déflateur utilisé : moyenne des indices BT 01 et TP 01 sur l'ensemble de l'année, base 100 en 2010



BILAN 2025

En hausse, les dépenses par habitant atteignent 776€ en 2025. Elles dépassent en outre leur moyenne de longue période pour toutes les régions.

Des dépenses BTP par habitant en progression constante pour atteindre 776€ en 2025

Ramenées à la population, les dépenses BTP des collectivités territoriales représentent 776€ par habitant en 2025, en hausse de 20€ par rapport à l'année précédente. La progression régulière représente près de 200€ par habitant depuis le creux de 2020, année de la crise sanitaire et début du cycle municipal qui se termine en 2026. La moyenne de longue période s'établit à 652€.

Des dépenses 2025 au-dessus de leur moyenne de longue période si l'on ne tient pas compte de la hausse des prix

Les dépenses BTP ramenées au nombre d'habitants dépassent leur moyenne de longue période (calculée de 2008 à 2025) dans l'ensemble des régions. Toutefois, après correction de l'inflation, les montants se retrouvent proches de leur tendance historique. Ainsi, la moyenne France de 652€ se lit à 760€ aux prix de 2025, pour des dépenses 2025 de 776€.

Outre la Corse, les dépenses les plus élevées concernent l'Occitanie avec 1 001€ par habitant en 2025, loin devant Auvergne-Rhône-Alpes (853€) et Nouvelle-Aquitaine (732€).

Les montants les plus faibles se révèlent inférieurs à 700€ : 627€ dans les Hauts-de-France et 679€ en Centre-Val de Loire. Provence-Alpes-Côte d'Azur s'avère juste au-dessus de ce seuil, à 711€ par habitant.

Des niveaux de dépenses par habitant très diversifiés entre les départements

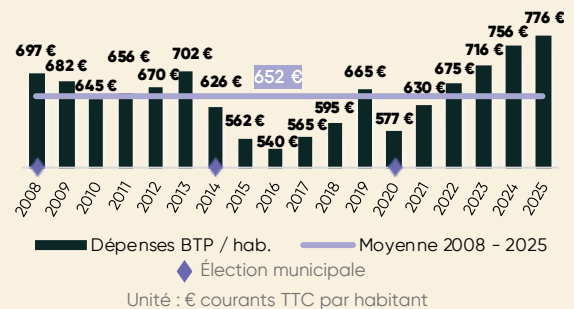
De nettes disparités se dessinent pour les dépenses BTP par habitant entre les départements concernant leurs montants moyens observés entre 2008 et 2025. Les plus faibles concernent les départements de l'Aisne (478€), du Pas-de-Calais (490€), puis de l'Indre-et-Loire et du Val-de-Marne, avec respectivement 506€ et 509€. À l'autre extrémité, les montants dépassent les 1000€ par habitant dans certains départements moins peuplés : Corse-du-Sud (1 469€), Lozère (1 154€), Hautes-Alpes (1 066€) et Savoie (1 059€).

Les départements des zones montagneuses tendent à avoir des dépenses par habitant plus élevées, notamment dans les Alpes, le sud du Massif central et en Corse, à l'inverse des zones plus densément peuplées.

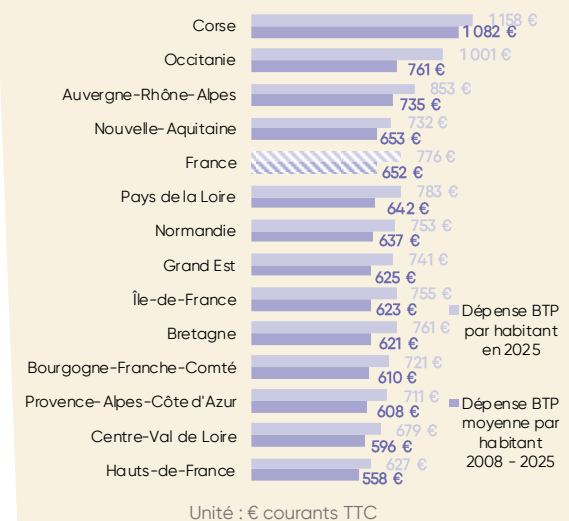
776 €

De dépenses BTP des collectivités territoriales par habitant en 2025

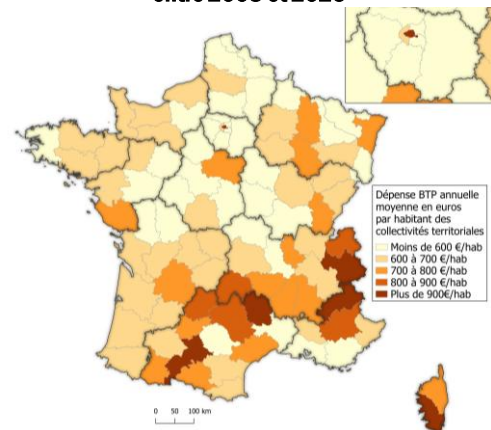
Niveau des dépenses BTP des collectivités territoriales par habitant



Comparaisons régionales



Dépenses BTP annuelles moy. par hab. des coll. terr. entre 2008 et 2025



Traitements : Réseau des CERC/GIE Réseau des CERC | Sources : DGFIP & INSEE

Réalisation GIE Réseau des CERC

PRÉVISIONS DE DÉPENSES 2026

Des prévisions en baisse de 8% de la part des collectivités territoriales pour un montant de 77,6 milliards d'euros en 2026.

Une baisse marquée des prévisions en cette année d'élections municipales

Après plusieurs années de hausse, les prévisions de dépenses pour 2026 marquent un coup d'arrêt. Avec 77,6 milliards d'euros de travaux prévus, ce montant se révèle en recul de 8% par rapport à 2025, et est plus globalement inférieur aux prévisions des trois années précédentes. Toutefois, 2026 marque un changement dans les équipes municipales, tout comme 2014 et 2020, années pour lesquelles les prévisions étaient également en retrait. Pouvant en partie compenser cette baisse, le taux de réalisation marque une nouvelle hausse en 2025 à 63,3%. Cette progression s'avère récurrente après le point bas à 59% de 2021.

Investissements de la Société des Grands Projets

Aux 77,6 milliards d'euros de dépenses BTP prévues pour 2026 par les collectivités territoriales en France, s'ajoutent celles liées au Grand Paris. Elles sont portées par des opérateurs tels que la Société des Grands Projets, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le budget 2026 est estimé à 5,1 milliards d'euros.

Les départements : seul maître d'ouvrages à maintenir ses prévisions de dépenses BTP pour 2026

Seuls les départements affichent des prévisions 2026 proches de celles de 2025. Le recul le plus marqué concerne les communes, principal maître d'ouvrage, avec -12,6%. Les autres institutions témoignent de replis moins marqués de leurs prévisions, -5,8% pour les régions groupements à fiscalité propre et -3,4% pour les syndicats.

Un recul des prévisions pour le Bâtiment comme pour les Travaux Publics, dans un contexte de remontée des taux de réalisation

Les dépenses reculeraient de 7,3% en 2026 pour le Bâtiment, à 39,5 milliards d'euros, soit un montant inférieur aux trois exercices précédents (2023, 2024 et 2025). Toutefois, le taux de réalisation progresse légèrement en 2025 pour atteindre 61,1%, niveau supérieur à celui de la période allant de 2016 à 2024, mais inférieur aux tendances pré-2016.

La baisse se révèle plus marquée dans les Travaux Publics à -8,6%, avec 38,1 milliards d'euros, soit le montant le plus faible depuis 2021. Cependant, le taux de réalisation a nettement progressé en quatre ans, passant de 60,6% en 2021 à 65,5% en 2025. Il se révèle proche des pics connus en 2014 et 2020.

Une simulation 2026 présageant un recul marqué des dépenses

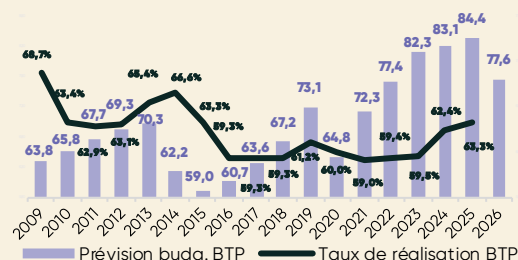
Si l'on reporte le taux de réalisation 2025 en 2026, la prévision de 77,6 milliards d'euros se traduirait par 49,2 milliards d'euros de dépenses effectives, soit 8% de moins qu'en 2025. Compte tenu de cette évolution marquée à la baisse, il serait très improbable de connaître une hausse effective en 2026, même avec une progression du taux de réalisation.

Traitements : Réseau des CERC | Sources : DGFIP & INSEE

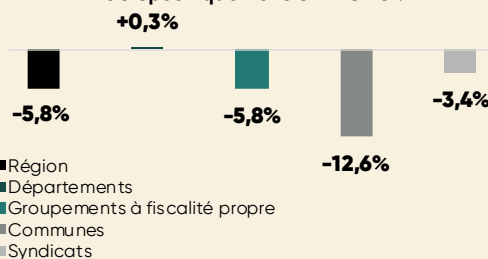
-8,0%

évolution 2026 / 2025
des prévisions
budgétaires BTP
en France

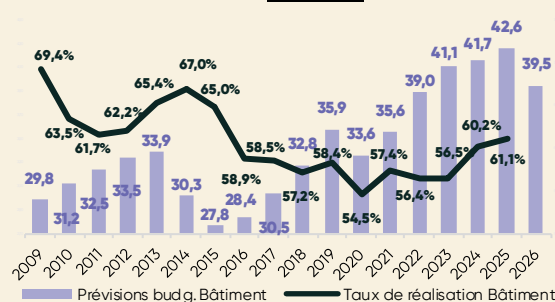
Évolution des prévisions budgétaires BTP des collectivités territoriales...



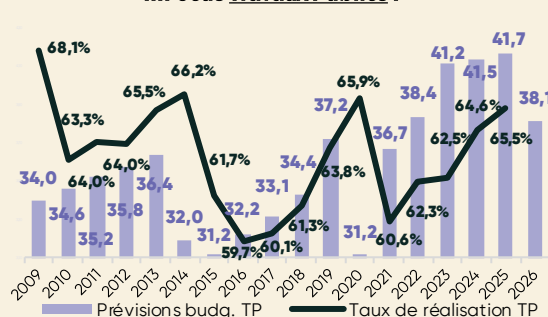
Plus spécifiquement en 2026 :



...Focus Bâtiment :



...Focus Travaux Publics :



PRÉVISIONS DE DÉPENSES 2026

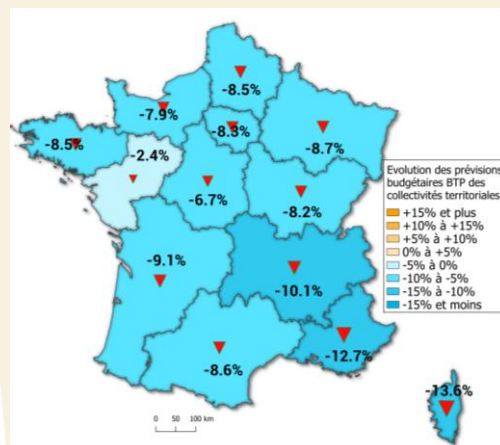
Des replis nets pour les prévisions dans l'ensemble des régions, seuls les Pays de la Loire affichent une tendance moins marquée.

Un recul pour toutes les régions

Le recul des prévisions se révèle être une tendance généralisée à l'ensemble des régions en 2026. Hors Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes sont les deux régions à connaître un recul de plus de 10% (respectivement -12,7% et -10,1%). Seuls les Pays de la Loire se contractent de peu, à -2,4%. En complément, l'Île-de-France affiche -8,3%, les Hauts-de-France -8,5%, Occitanie -8,6% et Nouvelle-Aquitaine -9,1%.

Centre-Val de Loire s'avère être l'une des régions qui s'en sort le moins mal en 2025 comme en 2026, à l'inverse de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Evolutions régionales des prévisions budgétaires BTP 2026 / 2025 des collectivités territoriales



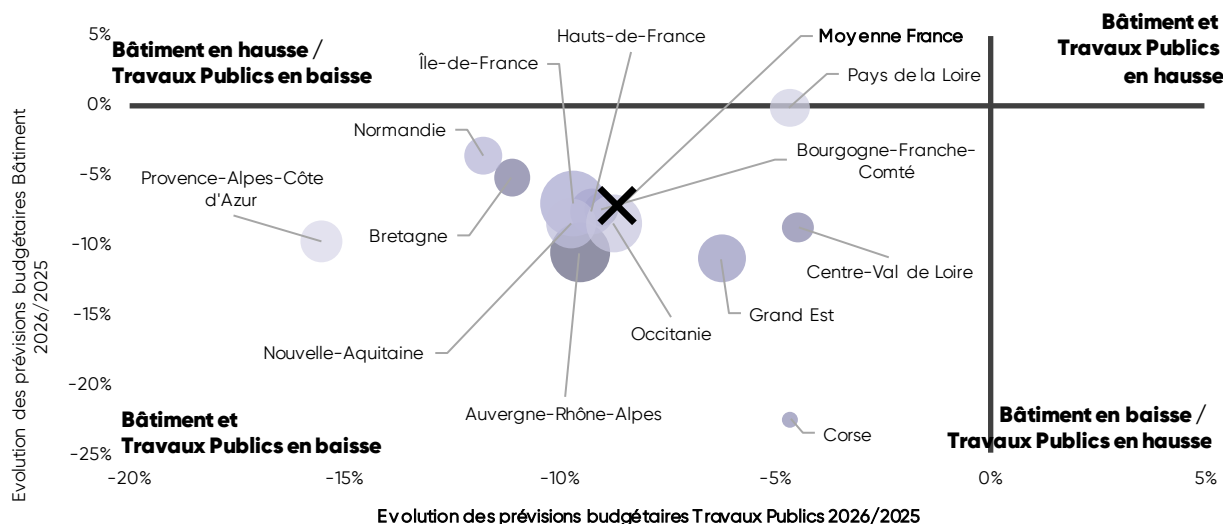
Réalisation GIE Réseau des CERC

Des régions alignées sur la tendance nationale

Un seul profil se dessine cette année à l'échelle régionale : repli des prévisions Bâtiment et Travaux Publics, sans aucune exception. Un tir groupé se dessine autour de la tendance France (pour mémoire :

-7,3% pour le Bâtiment et -8,6% pour les Travaux Publics) pour les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Hauts-de-France, Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie.

Hors Corse, le recul pour le Bâtiment s'étend de -11% (Grand Est) à -0,2% (Pays de la Loire) ; et pour les Travaux Publics de -15,5% (Provence-Alpes-Côte d'Azur) à -4,5% (Centre-Val de Loire).



Traitements : Réseau des CERC | Sources : DGFIP & INSEE

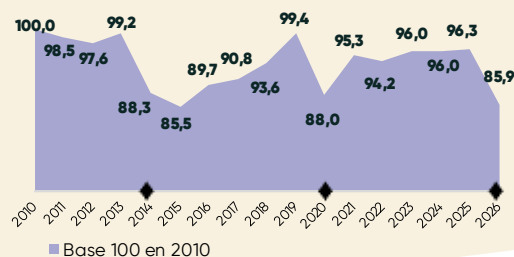
Les prévisions se replient fortement en volume

Le volume de travaux chuterait de 10,8% en 2026, pour atteindre son plus bas niveau depuis 2015.

En termes de méthodologie, le déflateur utilisé est la moyenne des index BT 01 (Bâtiment) et TP 01 (Travaux Publics), de janvier à mai, pondérée selon le poids relatif de chaque segment dans les prévisions 2026. La base a été fixée à 100 pour 2010. À la lecture, les valeurs n'ont pas de sens intrinsèque mais doivent être interprétées uniquement en évolution ou comparaison.

Évolution des prévisions BTP des collectivités territoriales en volume

Déflateur utilisé : moyenne des indices BT 01 et TP 01 de janvier à juin, base 100 en 2010



Retrouvez les analyses régionales auprès des CERC - Coordonnées en page 8

Retrouvez les publications régionales des CERC...

CERC Auvergne-Rhône-Alpes

contact@cercara.fr

www.cercara.fr

CERC Ile-de-France

cerc-idf@cerc-idf.fr

www.cercidf.fr

CERC Bourgogne-Franche-Comté

cercbfc@gmail.com

www.cerc-bfc.fr

CERC La Réunion

cerbtp@i-carre.net

www.btp-reunion.net

CERC Bretagne

contact@institut-veia.fr

www.institut-veia.fr

CERC Martinique

contact@cerc-martinique.fr

www.cerc-martinique.fr

CERC Centre-Val de Loire

cerbtpcentre@gmail.com

www.cerc-centrevaldeloire.fr

CERC Normandie

contact@cerc-normandie.fr

www.cerc-normandie.fr

CERC Grand Est

contact.cerc@i-carre.net

www.cerc-grandest.net

CERC Nouvelle-Aquitaine

nouvelle-aquitaine@cerc-na.fr

www.cerc-na.fr

CERC Guadeloupe

contact@cerc-guadeloupe.fr

www.cerc-guadeloupe.fr

CERC Occitanie

stephanie.fourcade@i-carre.net

www.cercoccitanie.fr

CERC Guyane

contact@cercguyane.gf

www.cercguyane.gf

CERC Pays de la Loire

contact@cerc-paysdelaloire.fr

www.cerc-paysdelaloire.fr

CERC Hauts-de-France

cerc.hauts-de-france@i-carre.net

www.cerc-hautsdefrance.fr

CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur

cerc.paca@i-carre.net

www.cerc-paca.fr

Méthodologie

Cette plaquette a été réalisée sur la base des travaux du Réseau des CERC effectués à partir des données comptables transmises par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) du Ministère de l'économie et des finances, regroupant l'ensemble des budgets principaux et des budgets annexes des collectivités territoriales françaises (régions, départements, communes, syndicats) et des établissements publics de coopération intercommunale ; les départements-régions d'outre-mer sont également inclus. Les EPIC, tels que la Société du Grand Paris, ne sont pas compris.

Les dépenses BTP des collectivités territoriales réalisées au cours de l'année 2025 sont évaluées à partir des données d'exécution budgétaire 2025 centralisées au 31 mai 2026 par la DGFIP.

Les dépenses prévisionnelles BTP 2026 sont évaluées à partir des budgets

prévisionnels centralisés au 31 mai 2026 par la DGFIP. Les chiffres correspondants incluent donc non seulement les budgets primitifs mais aussi toutes les décisions modificatives votées jusqu'en mai 2026. Ces prévisions budgétaires ne constituent pas une estimation du montant global des travaux qui seront effectivement réalisés au cours de l'année 2026. D'autres décisions modificatives peuvent être votées en cours d'année, et surtout la réalisation de certains travaux peut s'étendre sur plusieurs exercices, être reportée ou annulée.

Les données couvrent l'ensemble des comptes budgétaires relatifs aux dépenses directes d'équipement et d'entretien de bâtiment et de travaux publics. Elles sont agrégées selon des règles élaborées conjointement entre les services compétents du Ministère et le Réseau des CERC. Lorsque l'intitulé d'un compte

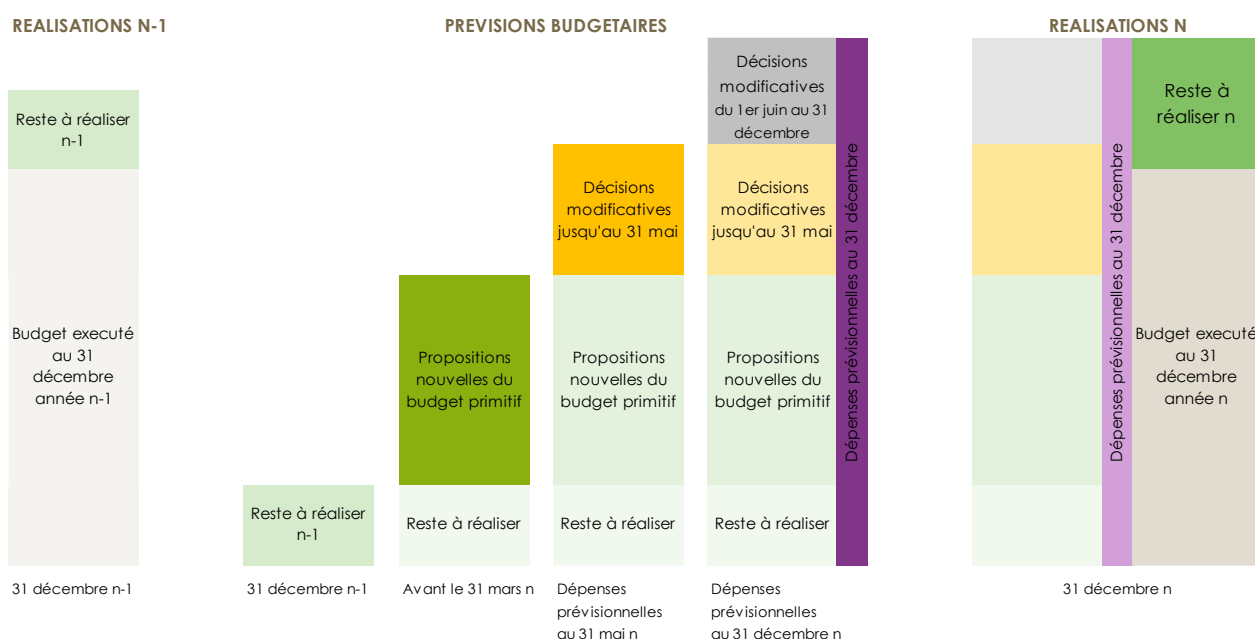
n'était pas suffisamment explicite, des coefficients ont été appliqués de façon à répartir les dépenses correspondantes entre Bâtiment et Travaux Publics.

Seules les dépenses en maîtrise d'ouvrage directe sont considérées. De ce fait, l'effort des régions et départements en faveur de l'activité BTP est sous-estimé puisque ne sont pas pris en compte les montants des subventions d'équipement versées par ces collectivités à d'autres entités (leur prise en compte aurait généré des doubles comptes dans l'estimation globale des montants des dépenses régionales).

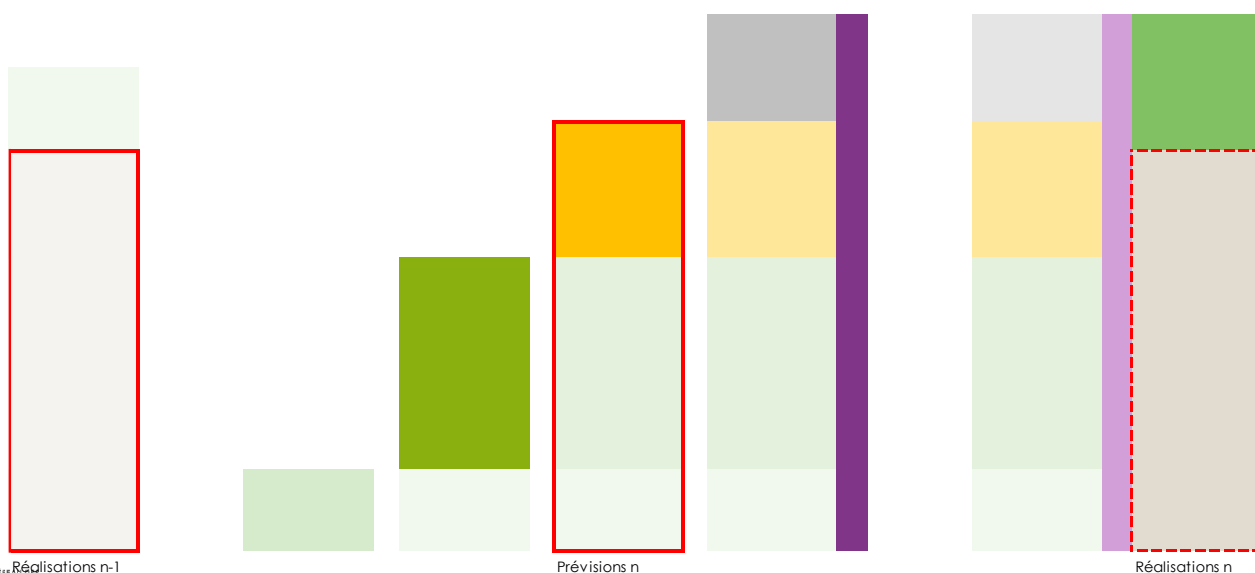
Les dépenses par habitant sont calculées grâce aux populations municipales légales en vigueur établies par l'INSEE au 1er janvier 2025.

Tous les montants financiers sont exprimés toutes taxes comprises en euros courants.

SCHEMA SIMPLIFIE DU FONCTIONNEMENT BUDGETAIRE D'UNE COLLECTIVITE



DONNEES DGFIP EXPLOITEES



Avec le concours des membres du GIE Réseau des CERC



Avec le concours du Réseau des CERC

CERC Auvergne-Rhône-Alpes
contact@cercara.fr
www.cercara.fr

CERC Grand Est
contact.cerc@i-carre.net
www.cerc-grandest.net

CERC Ile-de-France
cerc-idf@cerc-idf.fr
www.cercidf.fr

CERC Nouvelle-Aquitaine
nouvelle-aquitaine@cerc-na.fr
www.cerc-na.fr

CERC Bourgogne-Franche-Comté
cercbfc@gmail.com
www.cerc-bfc.fr

CERC Guadeloupe
contact@cerc-guadeloupe.fr
www.cerc-guadeloupe.fr

CERC La Réunion
cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net

CERC Occitanie
stephanie.fourcade@i-carre.net
www.cercoccitanie.fr

CERC Bretagne
contact@institut-veia.fr
www.institut-veia.fr

CERC Guyane
contact@cercguyane.gf
www.cercguyane.gf

CERC Martinique
contact@cerc-martinique.fr
www.cerc-martinique.fr

CERC Pays de la Loire
contact@cerc-paysdelaloire.fr
www.cerc-paysdelaloire.fr

CERC Centre-Val de Loire
cerbtpcentre@gmail.com
www.cerc-centrevaldeloire.fr

CERC Hauts-de-France
cerc.hauts-de-france@i-carre.net
www.cerc-hautsdefrance.fr

CERC Normandie
contact@cerc-normandie.fr
www.cerc-normandie.fr

CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr

Laurence HERBEAUX, Directrice
Aymeric BAILLY, Chef de projets
Marion MARTIN, Assistante de direction

Tél. : 04-72-61-06-34 | Mail : gie-cerc@orange.fr
Site national : www.cerc-actu.com | Suivez-nous @GieReseauCerc

